



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 8 mai 2025

ZOOM : COLOMBIE – LES FAIBLES NIVEAUX D'ÉPARGNE ET D'INVESTISSEMENT ENTRAVENT LA CROISSANCE	2
Bolivie	3
L'inflation atteint 15 % en g.a. en avril	3
YPFB prévoit une production d'urée record en 2025	3
Colombie	3
Le Comité Autonome de la Règle Budgétaire alerte à nouveau quant à la situation budgétaire de la Colombie	3
En mars, le taux de chômage diminue, avec toutefois davantage d'informalité	3
La Colombie souhaite adhérer à la Nouvelle Banque de Développement des BRICS	4
Diminution de la part de la population touchée par la pauvreté multidimensionnelle	4
En mars, l'indice de confiance commerciale diminue, mais l'indice de confiance industrielle augmente	4
Equateur	4
Le gouvernement cherche à attirer les investissements étrangers, alors que les IDE en Equateur ont chuté en 2024	4
Guyana	5
L'EXIM Bank des États-Unis décerne le prix de la transaction de l'année au projet guyanien de <i>Gas-to-Energy</i>	5
Pérou	5
En 2024, les exportations illégales d'or atteignent le record de 7,4 Md\$	5
L'inflation augmente, à 1,6 % en g.a. mais reste dans la cible de la Banque centrale	5
Suriname	5
TotalEnergies commencera à forer un puit d'exploration mi-mai	5
Venezuela	6
La Banque centrale intensifie ses interventions sur le marché des changes face à une dépréciation continue du <i>bolívar</i>	6
Inflation de 172 % en g.a. en avril	6

Zoom : Colombie – Les faibles niveaux d'épargne et d'investissement entravent la croissance

En Colombie, l'épargne domestique suit une tendance à la baisse depuis plusieurs années, étant passée de 16,1 % du PIB en 2019 à 13,8 % en 2024. Cette faiblesse contraste avec les autres pays de la zone. En 2023, l'épargne brute en Colombie ne représentait que 12,7 % du PIB, le taux le plus bas parmi les six principales économies d'Amérique latine. À l'inverse, le Mexique, le Pérou et le Chili affichaient des taux proches de 19 %, et le Brésil et l'Argentine maintenaient des niveaux supérieurs à 15 % – malgré les défis macroéconomiques pour cette dernière.

Ces données sont jugées préoccupantes, car l'épargne est un pilier clé de la croissance économique durable, étant donné qu'elle agit comme un moteur de l'investissement vers des secteurs stratégiques et réduit la dépendance vis-à-vis de sources de financement externes, diminuant ainsi la vulnérabilité face aux chocs financiers internationaux. Elle joue également un rôle dans la stabilité macroéconomique, en offrant une protection en période d'incertitude et en facilitant la mise en œuvre de politiques économiques. Ainsi, selon les économistes, l'insuffisance de l'épargne intérieure a limité la reprise de l'investissement depuis 2020 : alors que le taux d'investissement a chuté au moment de la pandémie de Covid-19, il ne s'est pas redressé par la suite. Dans le même temps, des économies comme le Brésil et le Mexique ont retrouvé, voire dépassé, leurs niveaux d'investissement d'avant la pandémie, mais la Colombie reste en retard : au quatrième trimestre 2024, l'investissement dans le pays était encore inférieur de 10,7 % à ses niveaux prépandémiques.

Ce faible niveau d'épargne s'inscrit dans un environnement économique marqué par l'importance de la consommation privée : en 2024, les dépenses des ménages contribuaient au PIB à hauteur de 77,5 %, et la consommation privée a augmenté de +3,4 % en g.a. en mars 2025, dans un contexte d'amélioration de la confiance des consommateurs. Par ailleurs, **le marché du travail colombien est touché par une forte informalité, qui atteignait 57,1 % en 2024** – autant de travailleurs qui ne cotisent pas au financement des retraites via les Administrateurs de Fonds de Pension (AFPs), dont le rôle dans le renforcement de l'épargne privée reste notable : en 2024, les contributions aux fonds privés ont atteint 25 000 Md COP (108 Md\$), soit 11 % de l'épargne brute de l'économie colombienne. L'impact de la réforme des retraites¹ sur l'épargne et son allocation reste à établir.

Cependant, après une chute de -12,6 % en 2023, la formation brute de capital s'est redressé de 3 % en 2024, et la formation brute de capital fixe a crû de 10,5 %, notamment orientée vers les infrastructures (+9,4 %) et les machines et équipements (+1,8 %). Cette légère amélioration, bien qu'encore insuffisante pour enrayer le recul de l'investissement, pourrait avoir un effet positif si elle se confirmait.

¹ Adoptée le 14 juin 2024, cette réforme représente une transformation majeure du système de pensions en Colombie. Elle doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain et repose sur quatre piliers : solidaire, semi-contributif, contributif et complémentaire. Cette réforme fléchera les cotisations portant jusqu'à 2,3 fois le salaire minimum via Colpensiones, l'acteur public de gestion des retraites, qui alimenteront un fonds géré par la Banque centrale. Les cotisations au-delà de 2,3 salaires minimums continueront d'abonder les AFP. L'impact de cette nouvelle allocation des flux, des AFP vers Colpensiones et une gestion de la Banque centrale, pourrait – selon certains économistes – avoir un impact sur l'allocation de l'épargne et *in fine* sur l'investissement en Colombie.

Bolivie

L'inflation atteint 15 % en g.a. en avril

Selon l'Institut National des Statistiques, l'inflation cumulée au cours des quatre premiers mois de l'année 2025 s'est élevée à 5,9 %, soit 80 % du taux annuel de 7,5 % prévu dans le budget général de l'État. Cependant, après quatre mois consécutifs durant lesquels l'inflation mensuelle a dépassé 1 %, elle a ralenti en avril pour s'établir à 0,9 %. Plusieurs experts estiment toutefois que les données officielles sous-estiment la réalité. Ainsi, **en avril 2025, l'inflation en glissement annuel aurait atteint 15 %, et les prix des denrées alimentaires auraient augmenté de près de 24 %**, ce qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat, notamment des ménages les plus vulnérables.

YPFB prévoit une production d'urée record en 2025

La compagnie d'exploitation pétrolière publique **Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB)** prévoit de produire **585 500 tonnes d'urée en 2025**. Ce volume dépasserait le précédent record de 525 574 tonnes atteint en 2024, portant la production cumulée du complexe pétrochimique à 2,73 millions de tonnes depuis sa mise en service en 2017. Selon les données de YPFB, la totalité de la demande nationale est désormais satisfaite, ce qui a quasiment éliminé les importations de cet intrant essentiel pour le secteur agricole bolivien.

Les excédents de production sont quant à eux exportés vers des pays voisins tels que le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, générant des devises. L'usine de l'entreprise opère aujourd'hui à 100 % de sa capacité. Cette reprise complète intervient après un arrêt prolongé entre 2020 et 2021, période durant laquelle le complexe avait fait l'objet d'une importante maintenance.

Colombie

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,3%	18,3%	1641
Change USD/COP	1,5%	10,5%	4307
Change EUR/COP	1,7%	16,5%	4874
Prix du baril (Brent, USD)	-3,2%	-27,4%	61,12

Le Comité Autonome de la Règle Budgétaire alerte à nouveau quant à la situation budgétaire de la Colombie

Dans un récent rapport, le Comité Autonome de la Règle Budgétaire (Carf, organe indépendant chargé de surveiller le respect de la règle budgétaire afin de garantir la soutenabilité des finances publiques) a signalé que **la situation budgétaire actuelle et les dépenses très élevées du gouvernement pourraient avoir des conséquences néfastes sur plusieurs décennies**. Selon le rapport, entre 2019 et 2024, les dépenses du gouvernement ont augmenté de 4,3 pt de PIB, tandis que les recettes n'ont augmenté dans le même temps que de 0,3 pt de PIB, et ce, malgré deux réformes fiscales. Le Carf recommande de mettre en place, de manière urgente, des mesures visant à réduire les rigidités budgétaires (allocation fléchée via loi/constitution, que l'État ne peut pas arbitrer : transferts aux collectivités locales, service de la dette, notamment), à renforcer les recettes structurelles de l'État et à entreprendre des réformes fiscales viables, dans un effort conjoint entre le gouvernement, le Congrès et les acteurs de la société civile.

En mars, le taux de chômage diminue, avec toutefois davantage d'informalité

En mars, le taux de chômage s'est élevé à 9,6 %, soit une diminution de 1,7 p.p. en g.a. et de 0,2 p.p. par rapport au mois précédent, poursuivant une tendance à la baisse pour le troisième mois consécutif. Cette dynamique a été principalement portée par l'emploi non-salarié, qui a enregistré une croissance de 8,0 % en g.a. (avec une contribution majoritairement assurée par les travailleurs indépendants, à hauteur de 5,3 p.p.). Ces emplois sont généralement informels ; le taux d'informalité a d'ailleurs enregistré une croissance de 0,9 % en g.a. au mois de mars.

Pour rappel, en 2024, le taux d'informalité en Colombie était de 57 %.

Cette création d'emplois informels pourrait s'expliquer par la structure sectorielle de l'emploi en mars, marquée par une forte dynamique dans le secteur agricole – le plus informel – et une perte notable d'emplois dans l'administration publique, la santé et l'éducation, secteurs formels.

La Colombie souhaite adhérer à la Nouvelle Banque de Développement des BRICS

Lors de la conférence « Colombie et BRICS : opportunités commerciales et alliances stratégiques pour le développement », le **gouvernement colombien a annoncé son intention d'adhérer à la New Development Bank, la Nouvelle Banque de Développement des BRICS** (bloc économique formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud). Cette institution financière a pour but de financer des projets d'infrastructure et de développement durable dans des économies émergentes (membres ou non), en alternative aux institutions financières de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale). Cette démarche s'inscrit dans la volonté annoncée du Gouvernement colombien de diversifier ses partenaires, à la suite des annonces récentes du gouvernement étatsunien. Elle a été saluée par les ambassadeurs de Chine, de Russie et du Brésil en Colombie.

Diminution de la part de la population touchée par la pauvreté multidimensionnelle

L'indice de pauvreté multidimensionnelle est un indicateur qui mesure la pauvreté en prenant en compte plusieurs privations que subissent les individus dans des domaines essentiels comme l'éducation, la santé et les conditions de vie. En 2024, **11,5 % des Colombiens (soit 6 millions de personnes) étaient touchés par la pauvreté multidimensionnelle**, soit 0,6 p.p. de moins par rapport à 2023. Dans les zones urbaines, ce chiffre est passé de 8,3 % à 7,8 % (soit 3,1 millions de personnes), tandis qu'il est passé

de 25,1 % à 24,3 % dans les zones rurales (2,9 millions de personnes).

Les indicateurs d'éducation ont enregistré la meilleure amélioration : le retard scolaire est passé de 24,3 % en 2023 à 22,0 % en 2024, tandis que la faible réussite scolaire est passée de 39,4 % à 38,3 %. La surdensité critique du logement a également diminué, de 7,1 % à 6,1 %. Enfin, 12,9 % des ménages à cheffe féminine sont touchés par la pauvreté multidimensionnelle, contre 10,4 % pour ceux à chef masculin, soit un écart de 2,5 p.p.

En mars, l'indice de confiance commerciale diminue, mais l'indice de confiance industrielle augmente

En mars 2025, l'indice de confiance commerciale s'est établi à 21,8 %, soit une baisse de 2,7 p.p. par rapport au mois précédent, mais une hausse de 7,7 p.p. par rapport à mars 2024. Cette baisse de confiance s'explique par une détérioration de la perception de la situation économique actuelle des entreprises, ainsi qu'une légère dégradation des anticipations économiques pour le semestre à venir. Cependant, **l'indice de confiance industrielle a enregistré une hausse de 1,9 p.p. par rapport à février** (et de 4,7 p.p. par rapport à mars 2024), pour s'établir à 2,1 %. Cette progression s'explique par une augmentation du volume actuel des commandes, et par une légère amélioration des prévisions de production pour le trimestre suivant.

Equateur

Le gouvernement cherche à attirer les investissements étrangers, alors que les IDE en Equateur ont chuté en 2024

En 2024, les investissements directs étrangers (IDE) en Équateur ont chuté de 51 % par rapport à 2023 (la plus forte baisse en 14 ans), pour s'établir à 232 M\$ contre 14 Md\$ en Colombie et 7 Md\$ au Pérou.

Comme indiqué dans nos précédentes brèves, le président récemment réélu, Daniel Noboa, effectue actuellement une tournée en Europe et au Moyen-Orient, notamment dans le but d'attirer des investisseurs. Toutefois, plusieurs

experts soutiennent que les problématiques entravant les flux d'IDE en Equateur ne pourront pas être résolus sans réformes structurelles. Selon eux, plusieurs obstacles sont dissuasifs pour les investisseurs, contribuant au faible niveau des IDE et au fait que le pétrole et les mines sont les seuls secteurs qui attirent des IDE, contrairement aux secteurs stratégiques de l'électricité, l'eau et les télécoms : la lenteur des procédures administratives ; l'impôt sur la sortie de devises ; et la non-reconnaissance de l'arbitrage international ayant entraîné la dénonciation des accords de protection réciproque des investissements.

Guyana

L'EXIM Bank des Etats-Unis décerne le prix de la transaction de l'année au projet guyanien de Gas-to-Energy

Le projet *Gas-to-Energy* vise à construire une usine de séparation du gaz naturel, une centrale électrique à turbines à gaz et des services liés à la conduite de gaz. Il s'agit du gaz associé à l'activité pétrolière *offshore* d'Exxon Mobil. Il devrait être opérationnel à partir du 1^{er} novembre, afin de fournir une électricité plus abordable aux foyers et entreprises guyaniens. Lors de sa conférence annuelle, **L'EXIM Bank étatsunienne lui a décerné le prix de la transaction de l'année** (Deal of the Year Award). Plusieurs entreprises états-uniennes sont impliquées dans ce projet de 527 M\$ d'investissement (*Lindsayca, Enerflex et ExxonMobil, via sa filiale ExxonMobil Guyana*).

Pérou

En 2024, les exportations illégales d'or atteignent le record de 7,4 Md\$

Selon l'Institut péruvien d'économie (IPE), **les exportations illégales d'or ont atteint un niveau record de 7,4 Md\$ en 2024, soit une hausse de +54 % par rapport à 2023.** Cette progression s'explique notamment par la flambée du cours de l'or - qui a bondi de près de 70 % en cinq ans pour dépasser les 3 000 dollars l'once - ainsi que par l'absence de

contrôle effectif de l'État. L'IPE a alerté sur les dangers croissants que représente l'exploitation minière illégale, à la lumière des récents assassinats et des multiples attaques visant des exploitations minières formelles. Ces événements illustrent les limites et les défis du programme de formalisation du secteur minier, principalement via le registre intégral des entreprises du secteur.

Le Pérou représente 44% des exportations d'or d'Amérique du Sud. Cependant, la cartographie des destinations de l'or péruvien a considérablement évolué : il y a dix ans, environ 75% de ces exportations étaient dirigées vers la Suisse, les États-Unis et le Canada, des marchés exigeants en matière de traçabilité. Aujourd'hui, près de 40% des envois sont à destination de l'Inde et des Émirats arabes unis, deux marchés moins exigeants en matière d'origine.

L'inflation augmente, à 1,6 % en g.a. mais reste dans la cible de la Banque centrale

Selon l'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI), **l'inflation s'est accélérée de 0,54 pt%, à 1,64 % en glissement annuel, vs. 1,10% en mars. Elle demeure néanmoins en deçà du point médian de la fourchette cible fixée par la Banque centrale** du Pérou (entre 1 % et 3 %) pour le quatrième mois consécutif. Il s'agit du taux le plus bas enregistré pour cette période au cours des 5 dernières années. De plus, le Pérou affiche l'inflation cumulée la plus faible d'Amérique latine sur les 12 derniers mois.

Suriname

TotalEnergies commencera à forer un puit d'exploration mi-mai

Le puit d'exploration Macaw-1 sera le premier des cinq puits d'exploration qui seront forés cette année dans le bloc 64, au large du Suriname. Le succès de ce programme de forage d'exploration pourrait conduire à la découverte de nouvelles zones pétrolières dans le bassin Suriname-Guyana. Dans cette zone, c'est la première fois qu'autant de puits d'exploration seront forés en un an par des compagnies pétrolières et gazières

internationales. *TotalEnergies* (40 %) et ses partenaires *QatarEnergy* (30 %) et *Petronas* (30 %) avaient signé un contrat de partage de production pour le bloc 64 avec *Staatsolie*, la compagnie nationale du Suriname, le 15 décembre 2023. Le bloc 64 est un bloc de 6 262 km² situé à 250 kilomètres des côtes.

Pour mémoire, TotalEnergies a annoncé un méga-contrat d'un total de 10,5 Md\$ fin 2024, marquant une nouvelle ère pour l'économie du pays un projet pétrolier majeur au Suriname, dans le Bloc 58. L'investissement représente plus de 2,8 fois le PIB du pays en 2023, pour des réserves récupérables de 750 millions de barils et une production attendue à un pic de 220 000 b/j. TotalEnergies est opératrice du projet, en coopération avec *APA Corporation*, une pétrolière étatsunienne. La « première huile » (*first oil*) est attendue pour 2028.

Venezuela

La Banque centrale intensifie ses interventions sur le marché des changes face à une dépréciation continue du bolívar

En avril, la Banque centrale Venezuela a massivement accru ses interventions sur le marché des changes, injectant 310 M\$, soit une hausse de 80 % par rapport à mars, selon l'entreprise *Aristimuño Herrera & Asociados*. Ce pic s'explique en grande partie par une opération exceptionnelle menée le 21 avril, lorsque 150 M\$ ont été versés aux banques, soit le montant hebdomadaire le plus élevé depuis le début de l'année. Toutefois, sur les quatre premiers mois de 2025, le volume total des interventions (989 M\$) reste inférieur à celui enregistré sur la même période en 2024 (1 263 M\$).

Malgré ces interventions, le Bolívar (VES) continue de se déprécier fortement. Selon *Sintesis Financiera* (un centre d'études économiques vénézuélien), le taux de change officiel devrait s'établir à 91,7 VES/USD à la cette semaine, passant la barre symbolique des 90 VES Par ailleurs, le taux parallèle devrait

atteindre 108 VES/USD, la brèche cambiaire atteignant 18 %. **En avril, la devise s'est dépréciée de 24,8 %**, le taux de change étant passé de 69,6 VES/USD à 86,9 VES/USD entre fin mars et le 30 avril. Depuis le début de l'année, la dépréciation a atteint 71 %.

Inflation de 172 % en g.a. en avril

Selon les données de l'Observatoire vénézuélien des finances, en avril, **l'inflation mensuelle a atteint 18,4 %, portant l'inflation en g.a. à 172%.** Cette hausse est principalement due à un bond de 23,1 % des prix des aliments, de 20 % dans le secteur des loisirs et de 17 % dans la restauration et l'hôtellerie. L'inflation sous-jacente (excluant les prix des aliments et des services), a atteint 15,9 % en avril au niveau national, avec une inflation de 170,8 % en g.a. La valeur du panier alimentaire de base s'est établie à 409 USD.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)